Quelle stratégie européenne
pour lutter contre l'industrie pornographique ?

Nos recommandations
pour aller plus loin



PROTÉGER LES FEMMES FACE AUX CYBERVIOLENCES

PORNOGRAPHIE : UN DÉFI POUR L'EUROPE

OSEZ LE FÉMINISME

La Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes

EUROPEAN WOMEN'S LOBBY
EUROPEEN DES FEMMES

Pornographie

Une industrie globalisée et lucrative

Le visage de la pornographie a changé au milieu des années 2000 avec l'apparition de "tubes" : des plateformes numériques de diffusion de milliers de vidéos pornographiques, **souvent en accès libre et gratuit, sans véritable contrôle a priori.** Souvent domiciliées dans des paradis fiscaux, les plateformes pornographiques génèrent **97 milliards de dollars annuels à l'échelle mondiale.***

Une omniprésence des violences sexuelles

L'industrie pornographique engendre une **banalisation des violences.** Elle normalise des rapports de **domination, de misogynie et de racisme.** Ces contenus, loin d'être fictifs, reposent sur des **violences réelles.**

Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE) a mené une étude approfondie en mars 2023 sur les mots-clés présents sur les quatre plus grandes plateformes pornographiques : Pornhub, Xhamster, Xnxx et XVideos. Cette étude vise à quantifier la prévalence de diverses catégories de contenus violents, dégradants et discriminatoires.**

- **90% des contenus hébergés** sur les principales plateformes pornographiques contiennent des agressions physiques ou verbales contre des femmes.

- **Les résultats révèlent un nombre significatif de vidéos associées à certains mots-clés** racistes comme "ebony" ou "beurette" ou pédopornographique comme "schoolgirl" ou "teen". Pour cette catégorie, on dénombre plus d'un million d'occurrences.

- Certaines catégories comme "**étranglement**" (chocking), baillonnement (gagging) ou "**torture**" apparaissent respectivement plus de 11 000 fois, 300 000 fois ou 13 000 fois sur les principales plateformes pornographiques, comme mis en lumière par le testing mené par le HCE.

Un reflet des rapports de domination

Le discours pornographique repose sur une vision sexiste, où les femmes sont soumises aux désirs masculins. Les stéréotypes de la femme passive, excitée par la violence, ou humiliée se retrouvent dans de nombreux contenus renforçant la culture du viol.

*« Porno : l'enfer du décor », rapport du Sénat, 27 septembre 2022.

**PORNOCRIMINALITE : mettons fin à l'impunité de l'industrie pornographique ! », Rapport du Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes, 27 septembre 2023.

Un risque majeur pour la santé des jeunes

Une vie sexuelle marquée par l'influence pornographique

La pornographie a une influence grandissante sur un public de plus en plus jeune. L'exposition précoce des mineur·es à la pornographie est massive.

- **Dès 12 ans, plus de la moitié des garçons se rendent en moyenne chaque mois** sur des sites pornographiques, ils sont près des deux tiers à s'y rendre entre 16 et 17 ans.*

L'exposition à ces contenus renforce les comportements violents :

- **Au Royaume-Uni, une étude montre que les garçons exposés à de tels contenus** sont 3,3 fois plus susceptibles d'adopter des comportements sexuels violents.**
- **Une autre enquête révèle que 42% des garçons estiment** que la plupart des filles apprécient les actes d'agression sexuelle.***
- **Une étude menée en Espagne indique que les femmes qui consomment de la pornographie** présentent un risque quatre fois plus élevé d'être victimes de violences sexuelles.****

Des effets majeurs sur la santé mentale :

L'accès à la pornographie est une atteinte à la santé mentale et l'intégrité psychique des enfants. L'assimilation du message pornographique passe par la jouissance : la libération de dopamine liée à la masturbation entraîne une tolérance croissante, poussant à rechercher des images toujours plus extrêmes. Pour la chercheuse Maria Hernandez-Mora, il s'agit d'un véritable "viol psychique" infligé aux enfants.*****

Il existe un risque indéniable d'addiction. La surconsommation de pornographie active les mêmes circuits de récompense que les drogues. Cela peut entraîner une accoutumance et une désensibilisation.****** Face à cette véritable crise de santé publique, de plus en plus de pays se mobilisent pour **restreindre l'accès des mineur·es aux sites pornographiques (Royaume-Uni, France, Allemagne...).**

*Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Fréquentation des sites adultes par les mineurs, mai 2023 (analyse des données 2022 ; publié sur le site de l'Arcom le 2 janvier 2023).
** A lot of it is actually just abuse'- Young people and pornography. Children Commissioner for England, 31 janvier 2023.
***Ibid.
****Nueva pornografia y cambios en las relaciones interpersonales. BALLESTER BRAGE, Lluis, ORTES SOCIAS, Carmen. Octaedro, 2019.
*****Hernandez-Mora, M. (2025). [Audition]. Fédération Française des CRIAVS, Paris, France.
******Brain Structure and Functional Connectivity Associated With Pornography Consumption. KÜHN, Simone, GALLINAT, Jürgen. JAMA Psychiatry, 1er juillet 2014,

Ubérisation de l'exploitation sexuelle

L'essor de plateformes comme **OnlyFans et Mym** incarne une nouvelle forme d'ubérisation de l'exploitation sexuelle. Présentées comme des espaces d'indépendance financière, elles **reproduisent les logiques de la prostitution : marchandisation du corps des femmes, précarité et violences.**

Pression économique et dépendance accrue :

Les promesses d'indépendance financière masquent une économie d'exploitation. Les plateformes prélèvent entre 20 % et 25 % des revenus (OnlyFans et Mym).*

Absence totale de protection sociale et juridique :

Aucune couverture maladie, retraite ou encadrement du temps de travail. En cas de vol d'image, les recours sont inexistants. En Europe, 50 à 70 % des contenus payants d'OnlyFans sont volés et diffusés sans consentement.**

Marchandisation des filles et des femmes :

Sur des groupes Telegram, des hommes échangent des messages tels que « vendre ou acheter des modèles », révélant la réalité d'un marché où les femmes sont traitées comme des biens échangeables.***

Arnaques et proxénétisme numérique :

Une véritable économie parallèle s'est structurée autour du recrutement de jeunes femmes précaires, souvent étudiantes. Des « agents » masculins gèrent leurs comptes, confisquent leurs accès, détournent les revenus.****

Diffusion non consentie et harcèlement sexuel :

Les contenus volés circulent massivement sur Reddit, Telegram ou Discord, parfois dans des groupes de plusieurs milliers d'hommes. Des forums comme Celebforum ont compté 7 millions de visites en un mois et exposent les identités et adresses des femmes.*****

Risque d'exploitation et d'atteinte aux mineures :

Des mineures de 13 à 17 ans parviennent à ouvrir des comptes sur OnlyFans grâce à de faux papiers.******

*G. Hafner et P. Garonnaire (cofondateurs de MYM) : « MYM vise les 250 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023 et 500 millions en 2024 », Journal du net, 17 novembre 2022.
**RYCHLÍKOVÁ, Mayya Chernobylskaya, Kristina Böhmer, Polina Bachlakova, Apolena, 2025. Consent violated: how creators pay the price for stolen OnlyFans content. Unbias The News.
***LIZÉE, Romane, 2024. Les jeunes femmes arnaquées d'OnlyFans et Mym. StreetPress.
****Ibid.
*****Op.cit.
******BBC. The children selling explicit videos on OnlyFans, 2021.

Multiplication des procédures judiciaires

De nombreuses procédures judiciaires montrent que l'industrie pornographique repose sur un modèle économique illégal, fondé sur l'exposition de mineur·es à des contenus préjudiciables, l'exploitation sexuelle et la traite des êtres humains.

Les recours dilatoires contre le contrôle d'âge (France)

En France, une loi impose aux plateformes pornographiques la vérification de l'âge des utilisateurs et utilisatrices depuis 2020.
L'industrie pornographique multiplie les recours pour empêcher l'application de ce contrôle d'âge obligatoire sur ses sites : douze procédures judiciaires ont été engagées. En 2024, la cour d'appel de Paris a confirmé le blocage de plusieurs sites, rappelant **la primauté de l'intérêt supérieur de l'enfant**. Malgré cela, de nombreuses plateformes ne respectent toujours pas la loi. Certains sites, comme Pornhub, préfèrent même suspendre leurs services en France, révélant un modèle économique reposant sur l'exposition précoce des jeunes à des contenus violents.

Traite et violences sexuelles dans la pornographie, les exemples des affaires French Bukkake (France) et Girls Do Porn (USA)

GirlsDoPorn

Aux États-Unis, Michael James Pratt, fondateur de GirlsDoPorn, a été condamné pour **fraude, coercition et violences sexuelles.**

Entre 2012 et 2019, son réseau a piégé de jeunes femmes - dont certaines mineures - avec de **faux contrats de mannequinat**, avant de les contraindre à tourner des vidéos pornographiques ensuite diffusées en ligne, notamment sur Pornhub.

Près de **500 femmes** ont été identifiées comme victimes, beaucoup ayant subi des menaces, des violences physiques et un profond psychotrauma. Certaines ont dû **changer d'identité pour échapper au harcèlement**, tandis que d'autres sont mortes par suicide ou overdose.

Malgré la condamnation des principaux responsables, **une grande partie de ces contenus reste accessible en ligne,** perpétuant les préjudices et illustrant l'impunité persistante de l'industrie pornographique.

French Bukkake

Plus d'une cinquantaine de femmes, souvent jeunes et précaires, ont été ciblées sur les réseaux sociaux, et manipuler par le biais d'un faux profil afin de se rendre sur des tournages pornographiques où elles ont subi des violences extrêmes, filmées.

Dix-sept hommes sont poursuivis dans cette affaire, notamment pour viols en réunion, traite d'êtres humains en bande organisée et proxénétisme aggravé.

Osez le Féminisme est partie civile de l'affaire, aux côtés de la Ligue des Droits de l'Homme, du Mouvement du Nid et les Effronté-es.

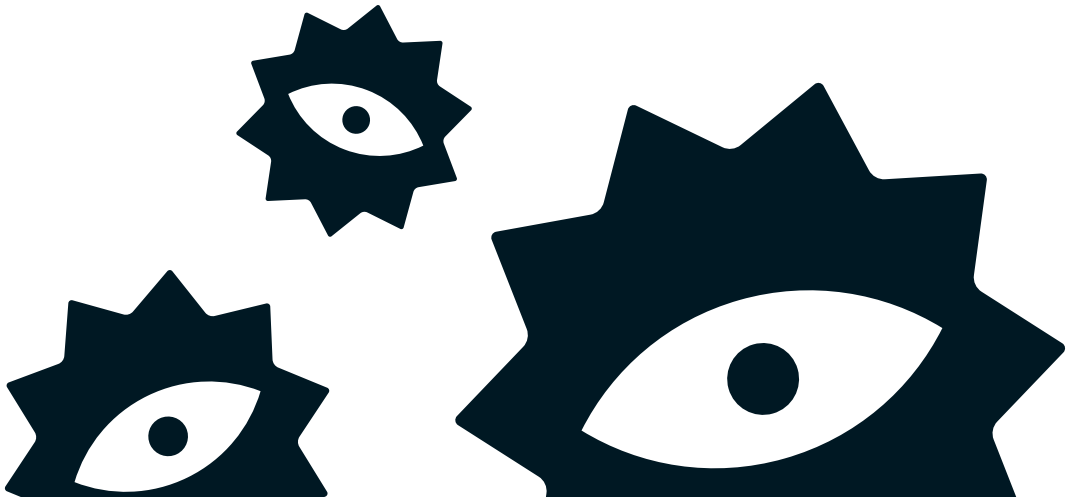
En mai 2025, la Cour de cassation a retenu les circonstances aggravantes de sexisme et racisme dans le cadre de l'affaire. Le procès aura lieu en 2026.*

*Communiqué de presse OLF à ce sujet : https://osezlefeminisme.fr/affaire-french-bukkake-une-decision-historique-de-la-cour-de-cassation/

Nos recommandations

L'Union européenne a la responsabilité de réguler les plateformes pornographiques, protéger les mineur·es, et réaffirmer ses engagements en matière de droits fondamentaux.

- **Rattacher la régulation de la pornographie au champ de la santé publique, de la lutte contre la haine en ligne et contre les violences sexistes et sexuelles**.
- **Imposer un contrôle d'identité fiable et auditable sur les plateformes pornographiques** pour empêcher l'accès des enfants à des contenus préjudiciables.
- **Promouvoir une politique publique de prévention**, incluant l'éducation affective et sexuelle, des campagnes de sensibilisation et la formation des professionnel·les.
- **Tenir juridiquement responsables les plateformes** pour les contenus violents, pédocriminels ou non consentis qu'elles hébergent.
- **Instaurer un droit de retrait rapide (48h), effectif et permanent** des contenus intimes partagés sans consentement pour les victimes de ces diffusions.
- **Instaurer une obligation de détection proactive par les plateformes,** pour permettre a minima le retrait automatique des contenus déjà reconnus illégaux. Une base de données de contenus illégaux hachés pourrait être mise en place au niveau européen.
- Reconnaître le **visionnage forcé de contenus pornographiques comme une forme de violence faite aux enfants.**





contacts

Céline Piques, porte-parole d'Osez le Féminisme (OLF) :
piques.celine@gmail.com

Alyssa Ahrabare, Présidente de la Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) :
alyssa.ahrabare.afev@gmail.com

OSEZ LE FÉMINISME

La Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes